



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*



Service Transports-Mobilités

Département Maîtrise d'ouvrage Routière



Annexe 6:

Note du maître d'ouvrage sur la démarche de compensation des zones humides impactées par le projet RCEA

Sections Palinges-Génelard et Paray-Charolles

En parallèle à l'étude d'incidences de l'aménagement de la RCEA sur l'eau et les milieux naturels, le maître d'ouvrage a mis en place une démarche de prospection foncière de terrains favorables à de la création de zone humide, dans le but d'anticiper d'éventuels impacts résiduels de l'aménagement. Pour cela, la DREAL Bourgogne Franche-Comté s'est rapprochée des organismes locaux compétents sur le domaine des acquisitions foncières et de la gestion environnementale.

Alors que le partenariat déjà initié en 2015 avec le syndicat du bassin versant de la Bourbince (SBVB) pour les opérations RCEA aujourd'hui en travaux s'est poursuivi, des partenariats ont été obtenus avec la SAFER ainsi que le conservatoire des espaces naturels de Bourgogne (CENB). Les compétences de la SAFER ont été mises au profit de la prospection foncière de terrains tandis que celles du CENB sont mobilisées pour définir puis mettre en place une gestion adaptée des terrains de compensation.

L'appui de ces acteurs locaux possédant une bonne connaissance du territoire permet un contact plus étroit avec le milieu agricole et ainsi qu'une meilleure acceptabilité des mesures environnementales proposées. Les projets Génelard et Paray-Charolles, distants de 15km, impactent tous deux majoritairement le bassin versant de la Bourbince. Le maître d'ouvrage a donc proposé de mutualiser les compensations propres à ces deux opérations.

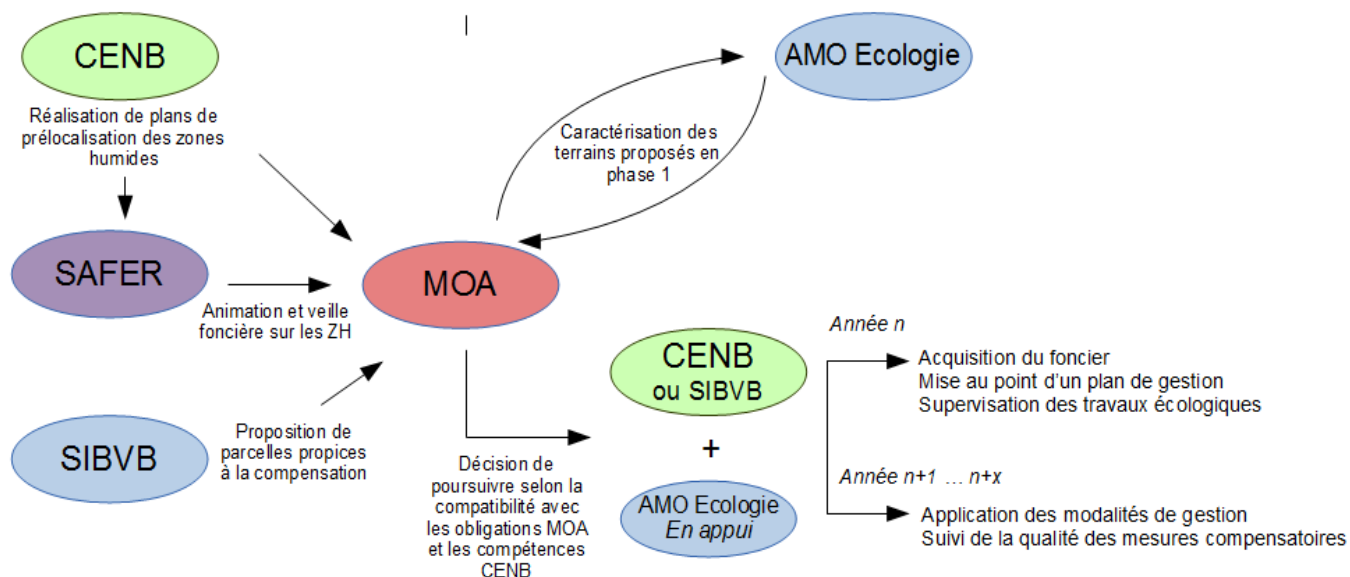
Ainsi, le groupe de travail composé de tous les acteurs précités a arrêté le choix de 5 sites naturels à aménager dans le cadre d'une compensation environnementale des Projets Paray-Charolles et Génelard, pour un total de 29 ha. A ce jour, les plans de gestion de l'ensemble de ces zones de compensation sont en cours de définition, ainsi que les modalités de suivi qui en découlent.

Ce travail de collaboration résumé par le logigramme ci-dessous a vocation à perdurer dans le temps. Comme en témoignent les conventions ci-jointes passées avec les divers partenaires, il s'effectue à l'échelle du programme d'accélération des aménagements de la RCEA en Saône-et-Loire, soit 83km de 2x2 voies à aménager sur la période 2014-2025.

Logigramme synthétisant le travail collaboratif entre les acteurs précités

Phase 1 : Recherche du foncier favorable à la mise en place de compensation zone humide

Phase 2 : Détermination de l'opportunité de la compensation, création/restauration de site et suivi de la gestion.



Pièce-jointe 1 : Convention avec le SBVB du 20 janvier 2016

Pièce-jointe 2 : Convention avec le CENB du 08 novembre 2016

Pièce-jointe 3 : Convention avec la SAFER du 01 août 2016

**MESURES COMPENSATOIRES RELATIVES à l'
AMENAGEMENT à 2x2 voies de la ROUTE CENTRE EUROPE
ATLANTIQUE (RCEA) en Saône-et-Loire**

**CONVENTION DREAL Bourgogne – SYNDICAT
INTERCOMMUNAL DU BASSIN VERSANT DE LA BOURBINCE**

SOMMAIRE

Article 1	<u>OBJET DE LA CONVENTION</u>
Article 2	<u>CONSISTANCE ET MONTANT DE LA MESURE COMPENSATOIRE</u>
Article 3	<u>ENGAGEMENTS DE LA DREAL</u>
Article 4	<u>ENGAGEMENTS DU SIBVB</u>
Article 5	<u>DELAI D' EXECUTION</u>
Article 6	<u>REGLEMENT DES DEPENSES</u>
Article 7	<u>PIECES INCORPOREES A LA CONVENTION</u>
Article 8	<u>RESOLUTION DES LITIGES</u>
Article 9	<u>CLAUSE PARTICULIERE</u>

Entre :

L'Etat – Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne -, représenté par Monsieur le directeur régional,
sise 21 Boulevard Voltaire BP 27 805 21078 DIJON cedex
ci-dessous désigné par l' intitulé «Etat»

D'une part,

Et :

Le Syndicat Intercommunal du Bassin versant de la Bourbince, représenté par son président monsieur J-M Frizot,
sis Hôtel de ville – 18 rue Carnot 71300 MONTCEAU-LES-MINES
ci-après désigné par l'abréviation « SIBVB»

D'autre part

PREAMBULE

Les milieux humides représentent une ressource en eau, un réservoir de biodiversité, un atout paysager et cynégétique. Ils contribuent au soutien d'étiage des cours d'eau, au rechargement des nappes phréatiques et à la régulation des crues. Ils sont un filtre pour l'épuration des eaux, et sont également une protection naturelle contre l'érosion des sols en participant au ralentissement du ruissellement.

Malheureusement si le rôle important des milieux humides est reconnu, ils subissent encore trop souvent de nombreuses atteintes. Or, de la protection de ces milieux humides dépend la survie de nombreuses espèces faunistiques et floristiques qui y sont inféodées.

Les principales menaces qui mettent en danger les diverses populations sont l'abandon et le cloisonnement des marais, pelouses et prairies, la plantation de peupliers, le drainage des milieux humides pour une mise en culture, ainsi que le curage des fossés au printemps.

Dans le cadre de l'élargissement à 2x2 voies des RN 70, 79 et 80 pour le projet d'aménagement de la Route Centre Europe Atlantique (RCEA) en Saône-et-Loire, la DREAL Bourgogne a la volonté de mettre en œuvre des actions concernant les milieux humides et d'accompagner le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Bourbince dans des démarches de préservation des milieux naturels et de la biodiversité pour assurer la pérennité des milieux humides et des espèces qu'elles abritent.

L'objectif pour la DREAL est de disposer d'un stock de surfaces de compensation, soit par acquisitions foncières, soit par conventions de gestion-restauration.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du projet d'aménagement de la RCEA en 2x2 voies, la DREAL maître d'ouvrage s'engage au-delà des limites de l'emprise routière afin de mettre en œuvre des mesures de compensation des impacts non évités ou insuffisamment réduits. Il s'agit notamment de compenser la destruction des milieux humides affectés par les opérations routières « Blanzy-Ecuisses », « créneau de Gévelard », « dénivellation RD25 » et « Paray-Charolles » (la limite du bassin versant entre Paray et Charolles se situe au lieu-dit la Chize).

La présente convention a pour objet de fixer les conditions administratives, techniques et financières qui lient les parties pour participer à la restauration et la gestion du bassin versant de la Bourbince incluant notamment le marais du « Pont des Morands ».

Article 2 – CONSISTANCE ET MONTANT DE LA MESURE COMPENSATOIRE

Cette compensation est engagée sous trois formes :

- le conventionnement avec des exploitants agricoles de milieux humides situées en dehors de l'emprise routière et en relation avec le bassin versant de la Bourbince ;
- l'acquisition, pour le compte du SIBVB, de milieux humides en dehors de l'emprise routière et en relation avec le bassin versant de la Bourbince;
- la rétrocession au SIBVB de milieux humides correspondant à des surplus, situés dans l'emprise routière et en relation avec le marais du « Pont des Morands ».

Le détail est décrit en annexe et fera l'objet d'avenant(s) en tant que de besoin, notamment dans le cas où le montant total de la mesure atteindrait 200 000€ hors taxes.

Article 3 - ENGAGEMENTS DE L'ETAT

L'Etat s'engage à :

- réaliser, en concertation avec le SIBVB, un accès et un stationnement (4 ou 5 places) à proximité de l'itinéraire de découverte du marais des Morands à Saint-Eusèbe, en échange de la cession de la parcelle cadastrée D 254 ;
- faire étudier le cas échéant, à sa charge, par un bureau d'études spécialisé les zones de compensation pressenties qui ne seraient pas encore caractérisées en tant que telles dans le cadre des études déjà commanditées par la DREAL ;
- porter financièrement les charges inhérentes aux acquisitions qui auront été cautionnées par la DREAL et réalisées par le SIBVB (indemnités d'acquisition et d'éviction, actes notariés, bornage,...)

L'ETAT devra se prononcer sur toute proposition d'acquisition de la part du SIBVB, par écrit, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier complet.

L'absence de réponse à l'expiration de ce délai vaudra décision implicite de renonciation de l'ETAT sur l'acquisition des biens, sauf entente préalable entre les deux parties pour proroger ce délai.

Article 4 - ENGAGEMENTS DU SIBVB

Le SIBVB s'engage à :

- mettre à disposition de la DREAL, par une autorisation de prise de possession anticipée, la parcelle cadastrée D 254 (4189 m2) sise à Saint-Eusèbe, au Pont des Morands, en vue de l'intégrer dans le domaine public routier ;
- proposer, et réaliser le cas échéant, l'acquisition de milieux humides à restaurer, dans le bassin versant de la Bourbince en général, et aux environs du marais des Morands en particulier ;
- rechercher et proposer des sites susceptibles de faire l'objet de conventions de gestion et de restauration, au-delà de celles déjà formalisées par la DREAL ;
- gérer les nouvelles acquisitions dans le prolongement du plan de gestion existant porté par le Syndicat. Les éventuels travaux qui s'en suivraient seront réalisés par et sous l'entière responsabilité du SIBVB. A défaut de gestion directe, le SIBVB prendra la responsabilité de formaliser des conventions avec les exploitants concernés.

Avant toute démarche d'acquisition de biens immobiliers au titre de la présente convention, le SIBVB devra obtenir l'accord préalable de la DREAL. Pour cela, le SIBVB soumettra à la DREAL une note détaillée sur l'intérêt de l'opération projetée, complétée et étayée par les pièces suivantes :

- A – Plan de situation ;
- B – Plan et état parcellaire cadastraux avec ventilation par nature de biens, et nature cadastrale et indications sur la nature culturelle ;
- C – Estimation.

Article 5 – DELAI D'EXECUTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature et s'appliquera jusqu'au 31/12/2017 ; sa reconduction sera formalisée expressément en cas de besoin.

Article 6 – REGLEMENT DES DEPENSES

Conformément à la circulaire RN/02/83/935 du 06/06/1983 du Ministère des Transports, les sommes versées au SIBVB présentent le caractère d'une indemnité réparatrice de dommages causés par la construction de la RCEA déclarée d'utilité publique. A ce titre, elles n'entrent pas dans le champ d'application de la TVA.

Sur demande, une avance égale à 50% du montant mentionné sur promesse de vente signée des parties sera versée à 30 jours par la DREAL sur présentation d'une facture en 2 exemplaires accompagnée du justificatif (promesse de vente).

Le solde sera versé par la DREAL au plus tard 30 jours à compter de la réception de la copie de l'acte d'acquisition enregistré aux hypothèques, du décompte des frais de notaire, d'un mémoire indiquant les décisions prises par le SIBVB pour assurer l'entretien, voire la restauration de ces milieux et de la présentation de la facture correspondante.

Les paiements seront effectués par virements au compte :
Banque de France 30001 00275 G7140000000 88

à l'adresse de la Trésorerie de Montceau-les-Mines ,20 bd de Lattre de Tassigny
71 300 Montceau-les-Mines.

Le comptable assignataire des paiements est monsieur le directeur des finances publiques de Saône-et-Loire.

Le règlement d'un montant ferme et définitif sera effectué au bénéfice du SIBVB qui se chargera du règlement des dépenses.

Article 7 – PIECES INCORPOREES A LA CONVENTION

La liste ci-dessous énumère les pièces contractuelles constituant la convention :

- la présente convention ;
- la liste non exhaustive des parcelles pressenties en acquisition et/ou rétrocession et susceptibles de rentrer dans le cadre de la convention ;
- la carte du bassin versant de la Bourbince.

Article 8 – RESOLUTION DES LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable toute difficulté qui surviendrait dans l'application ou l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord, le litige serait alors porté devant le Tribunal administratif de Dijon.

Article 9 – CLAUSE PARTICULIERE

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par la DREAL Bourgogne pour un motif quelconque tiré de l'intérêt général, notamment pour motif financier.

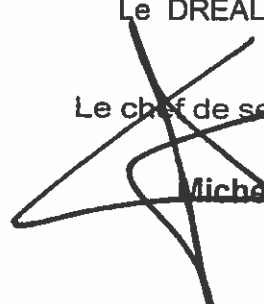
Toute modification de la convention, y compris de ses annexes, devra faire l'objet d'un avenant écrit, conclu dans les mêmes conditions que la convention.

A MONTCEAU-LES-MINES, le.....
Le Président du SIBVB,



A DIJON, le..... 20 JAN. 2016
Le DREAL de Bourgogne

Le chef de service Transports - Mobilités



Michel QUINET

Convention

Assistance à la mise en œuvre de mesures compensatoires en faveur des zones humides et des habitats/espèces protégées

- Aménagement de la RCEA -

Entre

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne - Franche-Comté, 17 E rue Alain Savary – CS 31269 – 25005 BESANCON CEDEX, représentée par M. Thierry VATIN, Directeur de la DREAL Bourgogne- Franche-Comté et dûment habilité aux fins des présentes, en application de l'arrêté de délégation préfectorale n° 16-12 du 05 janvier 2016, ci-après dénommée « *la DREAL* » ;

– d'une part –

Et

Le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne, association agréée au titre de la protection de l'environnement en date du 2 décembre 2013 par le Préfet de la région Bourgogne et le Président du conseil régional de Bourgogne, dont le siège administratif est sis Rue du Moulin des Étangs, 21600 Fénay - représenté par son Président, Monsieur Daniel Sirugue , mandaté par délibération du conseil d'administration du jeudi 29 septembre 2016, ci-après dénommé « *le Conservatoire* » ;

– d'autre part –

Handwritten signature and initials, possibly 'DS' and 'RG', in black ink.

Préambule

L'aménagement de la Route Centre Europe Atlantique (RCEA) dans le département de la Saône-et-Loire, sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté, consiste en la mise à 2x2 voies de l'ensemble de l'itinéraire en plusieurs phases et dont la mise en chantier s'échelonne jusqu'en 2025.

Cet aménagement crée des incidences sur les milieux humides, les habitats et les espèces protégés et nécessite des mesures compensatoires permettant d'apporter des garanties nécessaires à leur reconquête et à leur préservation.

L'étude des incidences du projet réalisée dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation au titre de la réglementation sur l'eau a mis en exergue la destruction de zones humides et induit une obligation réglementaire pour le maître d'ouvrage de compenser cette destruction à minima de 100 % conformément aux préconisations du SDAGE Rhône-Méditerranée et du SDAGE Loire-Bretagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la DREAL a souhaité l'assistance à maîtrise d'ouvrage du Conservatoire des espaces naturels de Bourgogne pour la définition opérationnelle et la mise en œuvre de ces mesures compensatoires. C'est à ce titre qu'un partenariat entre la DREAL et le Conservatoire, en lien avec la SAFER Bourgogne-Franche-Comté, doit être mené pour analyser, définir et mettre en œuvre des opérations de préservation efficaces en faveur des zones humides et espèces protégées.

La présente convention constitue la formalisation de ce partenariat entre la DREAL et le Conservatoire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre dans lequel la DREAL et le Conservatoire s'engagent à travailler en partenariat à l'analyse, la définition opérationnelle et la mise en œuvre de mesures compensatoires en faveur des zones humides, des habitats et des espèces protégées, relatives à l'impact de la création d'une infrastructure routière : l'aménagement de la RCEA dans le département de la Saône-et-Loire.

Cet aménagement de mise à 2X2 voies comprend une première phase dite « d'accélération » dont les travaux s'échelonnent entre 2014 et 2019. les opérations concernées par la présente convention sont :

- Créneau de Gélénard (travaux 2017-2018)
- Paray - Charolles (travaux 2017-2019)
- Prissé – Charnay les Mâcon (travaux 2018-2019)
- La Chapelle-du-Mont-de-France (travaux 2018-2020)

Elle fixe également les conditions du soutien financier que la DREAL allouera dans ce cadre pour permettre au Conservatoire de mener à bien les missions confiées par la présente.

Article 2 : Portée du partenariat

En cohérence avec le planning des travaux, le partenariat DREAL-CEN portera en premier lieu sur la compensation des impacts générés par les opérations Genelard et Paray-Charolles. Ce travail constituera la phase A des prestations objet de la présente convention. La DREAL choisira le moment voulu de déclencher la phase B portant sur La Chapelle-du-Mont-de France et Prissé-Charnay

Pour ce qui concerne les mesures de compensation « zone humide », et conformément aux préconisations des SDAGE Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée, elles devront autant que possible être mises en œuvre dans le bassin versant de la masse d'eau (SDAGE LB) ou du sous-bassin impacté (SDAGE RM). Le tableau ci-dessous donne la localisation et une quantification des impacts sur les zones humides par opération

Phase	Opérations	Masse d'eau / Sous-Bassin	Surfaces ZH impactée
A	Créneau de Genelard	Bourbince	3 ha
	Paray-Charolles	Bourbince et Arconce	5 ha et 1 ha
B	La Chapelle-du-Mont-de-France	Grosne	À déterminer en 2016
	Prissé-Charnay	Petite Grosne	À déterminer en 2016

L'action du Conservatoire consistera, pour chaque opération définie ci-dessus, en une assistance à l'exécution des trois volets de missions suivants : prospection, plan de gestion et suivi de gestion.

Chaque volet de chaque phase fera l'objet d'un programme technique et financier spécifique. Ceux-ci seront établis conjointement entre la DREAL et le CEN avant le démarrage dudit volet.

Le détail des trois volets est défini ci-dessous.

Volet 1 : Prospection et caractérisation des terrains cible de la compensation

- En lien avec la SAFER Bourgogne-Franche-Comté, des réflexions seront menées pour la définition foncière des zones à restaurer. L'accent sera placé sur la prospection d'une entité homogène et cohérente, afin de permettre une restauration de zones axée sur leur fonctionnalité et leur état de conservation. Pour les zones humides, cette prospection s'appuiera notamment sur la base de sites pré-localisés communiqués par le CEN dans le cadre de sa mission d'inventaire sur les zones humides.
- Une assistance technique de la DREAL sera conduite avec l'appui d'un bureau d'étude ad hoc pour la validation de la pertinence des surfaces sur lesquelles serait envisagé un plan de revalorisation de zones humides dégradées ou de restauration d'habitat abritant des espèces protégées. Cette validation prendra en compte différents critères, tels que la nature humide du foncier identifié (par le biais de sondages pédologiques et relevés botaniques), l'état de conservation des milieux en présence, ainsi que les potentialités de réhabilitation des milieux dégradés identifiés.
- Une fois le potentiel d'un site avéré, celui-ci sera proposé au Conservatoire pour qu'il examine les possibilités de gestion environnementales. Si cet examen révèle un résultat positif, le CEN propose à la DREAL la poursuite des études sur ce site de compensation.

Volet 2 : Mise au point de plans de gestion

L'acquisition sera réalisée par le Conservatoire. L'ensemble des charges (prix d'acquisition, indemnités d'éviction, frais d'actes, bornage, etc) y afférent sera pris en charge par la DREAL.

A l'issue de l'acquisition du foncier de compensation, un plan de gestion du site identifié sera rédigé. Ce plan de gestion comprendra notamment :

- La réalisation d'un diagnostic écologique précis de ce foncier et une caractérisation de l'état initial des milieux naturels en présence pour appréhender par la suite l'efficience de reconquête et de la réhabilitation des zones
- La définition des objectifs de restauration afin de retrouver un état de conservation et une fonctionnalité satisfaisants des complexes restaurés.
- La constitution d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières des travaux de génie écologique à entreprendre pour restaurer les zones humides dégradées.
- La définition des objectifs et mesures de gestion conservatoire appropriés (en termes de durée notamment) pour maintenir voire améliorer la biodiversité et les fonctionnalités des zones restaurées. Suivant le type de grands milieux qui seront réhabilités (forêts humides, prairies alluviales, etc.), un accompagnement dans la mise en œuvre d'une gestion conservatoire par un tiers tel qu'un exploitant agricole pourra être considéré (mise en place de baux ruraux à caractère environnementaux par exemple, etc.).
- La définition des critères d'évaluation et des indicateurs d'atteinte des objectifs de gestion afin de pouvoir juger de l'efficience du plan de gestion et de la qualité de la restauration des zones considérées.

Volet 3 : Gestion des zones de compensation et suivi de l'efficacité des mesures

Les modalités de gestion ainsi définies dans le volet 2 permettront d'atteindre les objectifs généraux suivants, qui seront ensuite déclinés de manière spécifique dans chacun des plans de gestion :

- Réhabiliter les zones humides dégradées et les habitats d'espèces protégées : les zones retenues au cours du volet 2 feront l'objet d'une restauration par le biais de travaux de réhabilitation, réalisés en régie par le Conservatoire ou par le biais de prestataires extérieurs auxquels il fera appel avec le financement de la DREAL
- Favoriser une gestion pérenne du site : au regard des zones réhabilitées, il conviendra de mettre en œuvre les mesures de gestion définies dans le plan de gestion. Cela pourra se traduire, selon le(s) type(s) de milieux naturels reconquis à l'issue de la réhabilitation, par la mise en place d'un exploitant agricole au travers de préconisations environnementales de gestion conservatoire (mise en place de baux ruraux à caractère environnementaux, etc.). La mise en œuvre des mesures de gestion conservatoire par un exploitant agricole devra répondre, avant tout, aux préconisations environnementales définies et en second lieu aux volontés agricoles locales (Comité cantonal des structures).
- Évaluer l'efficience de la restauration : à l'issue de la mise en œuvre des mesures du plan de gestion il s'agira de juger, sur la base des critères et indicateurs d'évaluation définis dans le plan de gestion, de l'efficience des actions conduites et de la qualité de la restauration des zones considérées. Le CEN rendra compte, selon la périodicité définie dans le plan de gestion, de l'évolution de la qualité et de l'efficacité des mesures compensatoires.

La DREAL et le Conservatoire entretiendront des contacts réguliers. Ils organiseront dès que besoin des rencontres conjointes afin de réfléchir et définir au mieux les missions techniques exposées ci-avant. Ils pourront solliciter, de manière individuelle ou bipartite, les acteurs qu'ils jugeront nécessaires pour mener au mieux ces missions.


Article 3: Délais d'exécution

Chaque volet de chaque phase sera déclenché de manière séparée, au moyen de six conventions spécifiques qui en préciseront les modalités techniques et financières.

En fonction de l'avancement et des besoins sur les différentes opérations, les phases A et B pourront être conduites de manière concomitante.

L'objectif visé pour chaque phase est un achèvement du volet 2 avant le démarrage des travaux. Lors de l'exécution des volets 1, les sites de compensation pourront être proposés au CEN au fur et à mesure de leur découverte par la DREAL et la SAFER. Ainsi, les objectifs temporels ci-dessous s'appliquent à chaque site à compter de sa proposition au CEN.

Phase	Volet	Mission	Délai d'exécution	Date de démarrage
A	1	Avis CEN sur opportunité du site	2 mois	Livraison au CEN de la caractérisation du site
	2	Production du plan de gestion	3 mois à	Fin du volet 1
	3	Gestion, suivi du site	Selon modalités plan de gestion	Fin du volet 2
B	1	Avis CEN sur opportunité du site	2 mois	Livraison au CEN de la caractérisation du site
	2	Production du plan de gestion	3 mois	Fin du volet 1
	3	Gestion, suivi du site	Selon modalités plan de gestion	Fin du volet 2



Article 4 : Propriété intellectuelle et exploitation des résultats

La DREAL et le Conservatoire pourront librement utiliser les résultats, même partiels, des documents et données produits. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur. Toute représentation mentionnera le ou les auteurs concernés.

Article 5 : Information et communication

La DREAL et le Conservatoire s'engagent à s'informer mutuellement de toutes les actions de communication qu'ils mèneront autour des actions réalisées en application de la présente convention. Sur les documents relatifs aux actions communes, la DREAL et le Conservatoire s'engagent à :

- afficher les logos des deux structures sur tous les supports présentant les actions concernées ;
- présenter de façon claire les engagements respectifs des partenaires.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend fin après achèvement de du volet 3 des volets A et B.

Une prorogation pourra être conduite en cas de non achèvement des opérations engagées.

Au terme, les parties examineront l'opportunité de reconduire le partenariat en l'état ou de l'adapter, après évaluation et concertation des deux parties.

Article 7 : Programmation des actions du Conservatoire

Le Conservatoire élaborera des programmes techniques et financiers d'actions conformes aux missions définies à l'article 2 de la présente convention. Ces programmes feront l'objet de contractualisations ultérieures spécifiques entre la DREAL et le CEN.

Ces programmations détailleront :

- la nature et le chiffrage des actions ;
- le planning prévisionnel de réalisation des actions ;
- le coût global des actions.

Aussi, plusieurs programmations techniques et financières seront ainsi proposées :

- à l'issue de l'acquisition du foncier compensatoire, une seconde programmation définissant la rédaction du Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif aux travaux de réhabilitation et la rédaction du plan de gestion du foncier susnommé (volet 2) ;
- différentes programmations, de préférence annuelles, se référeront alors aux actions relatives à la mise en œuvre du plan de gestion incluant les travaux de réhabilitation du foncier

compensatoire, la gestion conservatoire sur cinq ans ainsi que l'évaluation de la restauration conduite (volet 3).

La signature de cette convention emporte démarrage des actions sur Génelard et Paray-Charolles.

Article 8 : Principe de financement

Le montant du financement par la DREAL sera calculé conformément aux indications portées aux programmes d'actions qui seront établis lors de l'enclenchement des différents phases et volets de la mission.

Par conséquent, la DREAL attribuera au Conservatoire un financement qui sera précisé dans les différents programmes techniques et financiers.

La fixation de ce montant sera conditionnée par la présentation à la DREAL par le Conservatoire d'une programmation d'actions accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé, en dépenses et en recettes, tel que prévu dans l'article 7.

Au vu des éléments précités, la DREAL s'engagera sur le montant du financement dédié aux actions que le Conservatoire s'engage à conduire pour l'exercice en cours.

Les versements seront effectués par virement bancaire au compte suivant :

Titulaire du compte : Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne
Domiciliation bancaire : Crédit Coopératif, Dijon
Code  tablissement : Code guichet :
N  de compte : Clé RIB :

Article 9 :  valuation

Un note justificative des actions conduites, technique et financière, permettant d'apprécier le degré de réalisation et d'évaluer qualitativement et quantitativement les actions menées, est établie par le Conservatoire et transmis à la DREAL à l'issue de chaque programmation.

Article 10 : Programmation et Suivi

Le Conservatoire tient la DREAL régulièrement informée de l'état d'avancement du programme d'actions défini, ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

Par ailleurs, le Conservatoire s'engage à transmettre à la DREAL tout document et tout renseignement qui pourrait lui être demandé en relation avec le site foncier compensatoire.

Article 11 : Modalités de versement du financement de la DREAL

Le versement du financement se rapportant aux missions dévolues au Conservatoire selon l'article 2 de la présente convention, sera précisé dans le cadre des programmes techniques et financiers ultérieurs.

Article 12 : Contrôle de l'emploi du financement de la DREAL et obligations du partenaire

La DREAL peut s'assurer, à tout moment, du respect des obligations énoncées dans la présente convention et de la conformité de l'emploi du financement alloué.

Le Conservatoire doit faciliter le contrôle, par la DREAL, des objectifs poursuivis et de la réalisation des actions, par tous moyens à sa convenance.

Le Conservatoire s'engage à fournir le compte-rendu financier relatif au programme d'actions élaboré. Une prorogation pourra être conduite en cas de non achèvement des opérations engagées.

Aucune pénalité ne pourra être appliquée dans le cadre de la présente convention dans la mesure où l'activité du Conservatoire est conforme aux missions définies à l'article 2 et dans la mesure où les actions définies aux différentes programmations annexées seront effectuées.

Article 13 : Responsabilité

Le Conservatoire s'engage à respecter la législation en vigueur afférente à son activité et déclare avoir souscrit à l'ensemble des polices d'assurances garantissant sa responsabilité civile.

Article 14 : Procédure de dénonciation

La convention peut être dénoncée avant son terme, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. La convention prendra fin trois mois après réception de cette lettre.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des dispositions de la présente convention, celles-ci disposent de la faculté de procéder, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai d'un mois, à la dénonciation de la convention selon le même formalisme.

Cette procédure sera applicable aux conventions annuelles ainsi qu'aux avenants conclus.

La résiliation à l'initiative de la DREAL pour non respect des engagements contractuels par le Conservatoire entraînera le reversement de tout ou partie de l'aide financière allouée, notamment en cas de :

- non-utilisation ou utilisation partielle des fonds ;
- non-respect de l'affectation des fonds utilisés sans conformité avec leur emploi précis ;
- dissolution de l'organisme ou tout autre motif tenant à sa situation financière (cessation de paiement, procédures judiciaires de redressement ou de liquidation) ;
- modification des missions ou changement de régime juridique.

Article 15: Procédure modificative

Si des difficultés survenaient quant à l'application et à l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent d'apporter toutes modifications nécessaires par voie d'avenant.

Article 16 : Règlement des différends

En cas de contentieux portant sur l'application de ladite convention, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie amiable.

A défaut de règlement à l'amiable, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif de Besançon.

Convention composée de 16 articles,

Fait en deux exemplaires originaux,

à Besançon, le 08 novembre 2016

Les partenaires signataires,

Pour la Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bourgogne-Franche-Comté (*),

Le signataire,

**Le chef de service adjoint
Transports-Mobilités,**

Pascal GIRARD

Pour le Conservatoire d'espaces naturels
de Bourgogne (*),

Bon pour convention
Le Président,

Monsieur Daniel Sirugue

CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE

Conclue en application de l'article L 141-5 du Code Rural

PRESTATION DE SERVICES POUR LA CONSTITUTION DE SITES DE COMPENSATIONS

Aménagement à 2×2 voies de la Route Centre-Europe Atlantique

Entre

L'État, Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, représenté par Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne - Franche-Comté, et désigné ci-après la « DREAL » agissant en vertu d'un arrêté de délégation préfectorale n° 16-12 du 04 janvier 2016

Et

La SAFER Bourgogne Franche-Comté Société Anonyme au Capital de 1 301 120 €, ayant son siège social à SAINT-APOLLINAIRE (21850), 11 rue François Mitterrand, inscrite sous le numéro SIREN 778 212 472 RCS DIJON représentée par son Directeur Général Délégué, d'autre part.

Dénommée « La SAFER »

Agissant sous réserve de la délibération du Conseil d'Administration en date du 13 octobre 2016 dans le cadre d'une convention de concours technique en application de l'art L 141-5 du Code Rural et de l'accord de ses Commissaires du Gouvernement.

La SAFER déclare :

- qu'elle bénéficie d'une garantie forfaitaire financière d'un montant de 30 000€ auprès de : CREDIT AGRICOLE Franche-Comté (Besançon)
- qu'elle justifie d'une assurance responsabilité civile professionnelle auprès de Groupama Grand-Est (Dijon).

PREAMBULE :

La DREAL sollicite la SAFER pour réaliser, dans le cadre du projet d'aménagement à 2×2 voies de la Route Centre-Europe Atlantique, une animation foncière afin de proposer des solutions de sites de compensations, en matière de restauration et de valorisation de zones humides et de préservation de massif boisé.

ARTICLE 1 - OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités d'intervention de la SAFER en matière de maîtrise foncière destinée à compenser en premier lieu l'impact environnemental inhérent à la construction du créneau de Gévelard et de la mise à 2 X 2 voies de la RCEA sur la section entre Paray-le-Monial et Charolles, notamment dans les zones humides traversées par l'ouvrage. Le périmètre d'intervention comprend le bassin versant de la Bourbince et de l'Arconce.

Elle consiste également à définir la veille foncière qui pourra être réalisée au titre de l'ensemble des opérations de la RCEA incluses dans la phase 1 « d'aménagements prioritaires » du programme « d'accélération » (Opérations citées ci-dessus + La Chapelle-du-Mont-de-France, Prissé-Charnay) si des opportunités foncières se présentent.

La maîtrise foncière sera assurée par des acquisitions (procédure de substitution ou par stockage) effectuées par la SAFER dans les conditions définies dans la présente convention,

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention s'appliquera à des biens naturels, agricoles, ou forestiers, remplissant les critères de site de compensation (en raison de leur nature et des perspectives environnementales qu'ils présentent, et plus précisément de zones humides dégradée ou de massifs boisés).

Pour les opérations Créneau de Gévelard et Paray-Charolles, une cartographie de sites potentiels de zones humides situées sur les bassins versants de la Bourbince, réalisée par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne, permet de délimiter les zones prioritaires de prospection foncière.

L'objectif est de parvenir à la compensation à hauteur de 23 hectares de surfaces projet (14 ha pour Paray-Charolles et 9ha pour Gévelard).

ARTICLE 3 – REALISER UNE PROSPECTION FONCIERE ACTIVE AINSI QU'UNE VEILLE

Périmètre de la prospection foncière :

Pour les opérations Créneau de Gévelard et Paray-Charolles et sur la base de son expérience et de sa connaissance du secteur concerné, la SAFER réalisera une prospection auprès de l'ensemble des interlocuteurs qui pourraient potentiellement libérer du foncier. Ce travail consistera en une prise de contact des interlocuteurs, suivie, si nécessaire et/ou si possible d'une rencontre.

L'objectif sera si possible, d'identifier du foncier qui pourra ensuite être proposé à la DREAL dans le cadre du paragraphe ci-dessus mentionné. Le foncier proposé pourra ensuite être qualifié par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne pour juger de l'opportunité de la maîtrise foncière.

Un bilan opérationnel interviendra chaque semestre et à l'achèvement de la mission, un rapport de synthèse sera transmis à la DREAL.

Périmètre de la veille foncière :

Pour l'ensemble des opérations de la phase 1, la SAFER réalisera une veille foncière sur un périmètre élargi dans un rayon de 20 kilomètres autour des projets concernés (dans le Département de Saône-et-Loire). La SAFER se chargera pour cette veille foncière d'analyser tous les projets de ventes intervenants dans ce périmètre et, dans ce cadre, fera remonter les opportunités foncières qui se présenteraient sur le secteur sur l'ensemble des types de biens précités.

ARTICLE 4 – MODALITE DE MISE EN ŒUVRE

Dans le cadre du mandat donné, la DREAL charge la SAFER de :

1^{ère} phase d'intervention : Animation foncière :

- identification de sites d'intérêt potentiel en lien avec la DREAL et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne (sur la base de la cartographie évoquée à l'Article 2 et jointe en annexe) ;
- surveillance foncière
- Prise de contact et rencontres avec les ayants droit concernés pour :
 - présenter le projet en partenariat avec la DREAL ;
 - expliquer le rôle d'assistance et de négociation de la SAFER ;
 - repérer les contraintes et analyser les préjudices encourus ;
 - recueillir les intentions des propriétaires et des exploitants (compensation, échanges...)

D'autres secteurs d'animation foncière pourront être définis d'un commun accord entre les parties.

Durant cette première phase, la SAFER devra rendre compte chaque mois à la DREAL des contacts pris avec les propriétaires et des réponses (même négatives) quant à leur intention de vendre leur bien.

2^{ème} phase d'intervention : Travail opérationnel (recueil des engagements) :

- Préparation, négociation et recueil des promesses de ventes auprès des propriétaires par la SAFER après accord préalable de la DREAL ;
- Information régulière de la DREAL des négociations en cours et des refus de signer à l'amiable.
- Instruction administrative des dossiers jusqu'à la signature des actes de vente. Préalablement à toute attribution ou échange, la SAFER respectera les obligations légales et réglementaires applicables en matière d'attribution (publicité – consultation du Comité Technique et approbation des Commissaires du Gouvernement).

Les actes de vente réalisés dans l'intérêt de la DREAL seront signés conformément au prix et modalités arrêtés dans les promesses de vente, tant pour ce qui concerne le prix que les indemnités.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Pour l'exécution du présent mandat, les frais d'intervention du mandataire seront facturés au mandat selon les modalités suivantes (modalités de tarification validées par le Conseil d'Administration de la SAFER).

1^{ère} phase d'intervention : Animation foncière :

Pour l'animation foncière à mener spécifiquement sur le territoire de Palinges et Saint-Aubin-en-Charollais, une somme forfaitaire est due à la SAFER pour l'obligation des moyens mis en œuvre pour un montant de 13 800 € HT (soit un forfait équivalent à 23 jours de mission). Cette rémunération due à la SAFER est payable à hauteur de 50% dans les 45 jours suivant la signature de la présente convention sur production d'une facture émise par la SAFER et ce afin de couvrir les frais engagés par avance par cette dernière. Le solde sera versé dans les 45 jours suivant la remise du rapport de synthèse qui clôturera cette prospection foncière, sur présentation des justificatifs du temps passé et sur production d'une facture émise par la SAFER, et cela avant la fin de l'année 2016.

Ce travail est dimensionné de la façon suivante :

Contenu	Valeur unitaire en euros	Nombre	Soit un total en euros
Travail préparatoire (recherche des propriétaires, visite de terrain, contexte agricole local, information aux communes concernées...)	600 €	Forfait 3 journées	1 800 €
Animation foncière (surveillance foncière, suivi des opérations, enquête auprès des propriétaires et exploitants, rencontres propriétaires, exploitants)	600 €	Forfait 12 journées	7 200 €
Assistance et suivi relatif aux questions foncières, réunions intermédiaires	600 €	Forfait 1 journée	600 €
Analyse des entretiens, réalisation des supports cartographiques Bilans et rédaction du rapport Frais divers	600 €	Forfait 4 journées	2 400 €
Relation avec la DREAL, les OPA, le CENB, les Collectivités locales	600 €	Forfait 3 journées	1 800 €
Sous-total HT			13 800 €
TOTAL TTC (TVA à 20%)			16 560 €

**selon les données de pré localisations des zones humides du bassin versant, une analyse rapide a permis d'identifier environ 70 agriculteurs concernés et 180 propriétaires ; une priorisation des contacts sera étudiée.*

Pour les autres démarches d'animation foncière, de veille foncière et de prospection foncière, le coût journée des salariés SAFER BFC est fixé à : 600 € HT.

Pour la veille foncière, le coût est estimé 1 200 € HT pour la période allant jusqu'au 31/12/2016.

La rémunération de la SAFER sera payable sur présentation des justificatifs de temps passé et sur présentation des factures correspondantes.

Pour la 2^{ème} phase d'intervention :

Le montant de la rémunération de la SAFER s'élèvera à 8.5 % HT (+ TVA) du montant des promesses de vente recueillies avec un minimum forfaitaire de 600 € HT (+ TVA) par promesse de vente.

La DREAL s'engage à s'acquitter des montants correspondants sur production de factures émises par la SAFER accompagnées des justificatifs des engagements souscrits – dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention produira ses effets à l'égard des parties dès sa signature.

Elle est établie pour une période initiale de 2 ans et sera tacitement prorogée d'année en année jusqu'à la réalisation des acquisitions sauf si l'une des parties décide d'y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois.

En cas d'impossibilité technique administrative ou autre, dûment constatée par l'un ou l'autre des signataires, il pourra être mis fin à la présente convention, une autre convention pouvant alors être signée sur de nouvelles bases.

Toutes difficultés d'application de la présente convention feront l'objet d'un examen entre les parties.

ARTICLE 7 : Procédure modificative

Si des difficultés ou évolutions surviennent quant à l'application et à l'interprétation de la convention, les parties conviennent d'apporter toutes modifications nécessaires par voie d'avenant.

ARTICLE 8 – Responsabilité civile professionnelle et cautionnement

La SAFER déclare bénéficier pour l'exercice de cette activité d'une assurance civile professionnelle par GROUPAMA Grand Est et d'un cautionnement donné par le CREDIT AGRICOLE Franche-Comté.

ARTICLE 9 – Pièces constitutives de la convention

- la présente convention
- cartographie des sites potentiels zones humides sur les bassins versants de la Bourbince
- cartographie du programme d'aménagement de la RCEA

Fait en 4 exemplaires originaux dont 2 pour chaque partie

Pour la SAFER
Le Directeur Général Délégué
A Saint-Apollinaire,
Le 22/07/2016



Lionel DE VILLEMEREUIL
Directeur Général Délégué

Pour la DREAL

A Besançon
Le 01/08/2016

A blue ink signature, which appears to be "Pascal Girard", is written over a horizontal line.